

Le pouvoir décrète le "nettoyage" des rues occupées par les manifestants

BBC Afrique, 10 mai 2015 Burundi : une "déclaration de guerre" Les autorités burundaises ont intimé l'ordre aux manifestants contre la volonté du président burundais Pierre Nkurunziza de briguer un autre mandat présidentiel de mettre immédiatement fin et sans condition aux manifestations. Elles ont donné l'ordre aux forces de sécurité de procéder au démantèlement de toutes les barricades érigées dans le pays.

Les manifestations ont surtout éclaté à Bujumbura suite à l'annonce du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Elles ont officiellement fait à ce jour, au moins 18 morts. Plusieurs entités composent ce Collectif contre le 3^e mandat (au moins un millier de personnes) émanant des associations de la société civile et des deux centrales syndicales du pays. À 321 heures un des leaders du collectif, Pacifique Nininahazwe estime que les propos du Conseil national de sécurité (CNS) constituent une "déclaration de guerre au peuple burundais". "Jusqu'ici, a-t-il dit-il, aucun président n'a gagné contre son peuple", faisant allusion à l'ex-président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, à Moubarak ou encore au burkinabè Blaise Compaoré, qui ont tous été forcés par leur peuple à quitter le pouvoir. Pour M. Nininahazwe, "Les manifestations vont continuer jusqu'à ce que Pierre Nkurunziza comprenne qu'il ne pourra pas avoir un 3^e mandat, qu'il ne pourra pas violer notre Constitution", a-t-il précisé. Samedi, le Conseil national de sécurité (CNS) a donné aux forces de sécurité 48 heures pour démanteler toutes les barricades érigées à Bujumbura capitale et ailleurs dans le pays. La contestation qui avait débuté dans la capitale a commencé à gagner peu à peu l'intérieur du pays. La journée de samedi a été assez calme à Bujumbura suite à une trêve déclarée par les manifestants. Le CNS réunit le chef de l'État, ses deux vice-présidents, les ministres de la Sécurité publique, de l'Intérieur, des Relations extérieures, de la Défense, de la Justice, et les principaux responsables des forces de sécurité.